

27.7.

u. Sp.

Paris, le 23 juillet 1951.

Légation de Suisse

en

France

Lettre politique

Confidentielle*Retour de
4.8.51. 9u*

Monsieur le Conseiller fédéral,

La crise ministérielle française, qui ne pourra guère être résolue avant la fin de cette semaine, empêche le Gouvernement de prendre position à l'égard des nombreux problèmes internationaux qui ont surgi ces derniers jours. Encore ne sait-on pas si M. Robert Schuman restera Ministre des Affaires étrangères, du moment que son parti ne semble pas satisfait des propositions que lui a faites le Président du Conseil "pressenti", M. René Mayer, en ce qui concerne la question de l'enseignement libre.

Le représentant du Quai d'Orsay, dont je vous rapportais récemment les propos, ne s'était pas trompé en disant, après l'échec de la conférence des suppléants, que l'on assisterait très rapidement à de nouvelles initiatives américaines. Celle qui vient le moins à propos pour le Gouvernement français est certainement la négociation avec l'Espagne pour l'englober, sous une forme ou une autre, dans la défense de l'Europe occidentale. Une très forte opposition parlementaire interdit au Gouvernement français d'entrer dans les vues américaines à cet égard; on récolte les fruits d'une politique qui s'est trop basée sur des considérations idéologiques plutôt que sur les faits réels.

Au reste, la question de l'Espagne revêt une importance primordiale pour la France en raison du problème marocain qu'elle pourrait poser à nouveau. La France a déjà amplement fait l'expérience de la politique américaine inspirée par l'anticolonialisme traditionnel, qui doit faire envisager Washington avec satisfaction les velléités d'indépendance du Maroc. Le Général Juin parlait dans son discours du 14 Juillet de graves événements qui étaient imminents; certains prétendent savoir qu'il s'agirait d'un projet espagnol de remettre le Maroc espagnol, qui serait sans grande valeur économique, au Sultan du Maroc, qui deviendrait de ce fait pour une partie de son territoire un souverain indépendant. Washington serait certainement en faveur d'une pareille mesure, qui serait un pas vers l'indépendance entière du Maroc.

Monsieur le Conseiller fédéral Max Petitpierre,
Chef du Département Politique fédéral,

B e r n e .

Mais la question espagnole est d'une plus grande portée encore pour la France. L'on sait les rapports que l'Espagne a depuis des siècles entretenues avec les pays musulmans. Le geste éventuel de l'Espagne accentuerait encore la sympathie que ces Etats éprouvent pour elle, alors que la politique négative que devrait adopter la France serait de nature à affaiblir encore son prestige dans le monde musulman. L'on connaît les démarches que différents pays arabes ont entreprises au Quai d'Orsay dans l'affaire marocaine. Si, à l'occasion de la mort du Roi Abdullah de Transjordanie, le Gouvernement français a été soucieux de souligner sa sympathie, il n'en reste pas moins que le Roi défunt avait été, ce printemps, très cassant à l'égard du Ministre de France à Amman au sujet de l'affaire marocaine.

L'opposition des Anglais et des Français au projet de Washington relativement à l'Espagne manque certainement de sens de réalité; mais les conséquences se font sentir surtout dans le Proche Orient. Certains se plaisent à relever que l'objectif principal des Américains dans l'affaire d'Espagne serait d'avoir un moyen efficace pour obtenir, avec le soutien espagnol, une situation prépondérante dans le Proche Orient, au détriment de la Grande-Bretagne et de la France. L'attitude tant soit peu équivoque de M. Harriman à Téhéran soulève assez de doutes quant à l'objectif réel des conversations persanes. Conciliation certainement, mais dans l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique en premier lieu.

Dans cette période mouvementée où les intérêts américains et les intérêts anglais s'affrontent, l'assassinat du Roi Abdullah vient à un très mauvais moment pour les Britanniques. Le destin semble accorder ses suffrages aux Américains, et il est à craindre que le Grande-Bretagne et, dans une certaine mesure, aussi la France devront encore subir bien des avanies de la part de la politique américaine, qui sait fort bien se faire dédommager de l'effort militaire qu'elle contribue pour la défense de l'Europe. Aussi n'envisage-t-on ici qu'avec une certaine appréhension la mission du Général de Lattre de Tassigny à Washington. Les Américains ne montrent pas beaucoup d'enthousiasme pour le désir français, tendant à englober la question de l'Indochine dans un règlement général des questions asiatiques qui, de toute façon, semble être prématuré actuellement. Quel serait le prix que l'on réclamerait aux Français ? Ce problème ne laisse pas d'inquiéter certainement ces derniers.

L'histoire fixera un jour les responsabilités des Etats-Unis d'Amérique qui, au nom de l'"anticolonialisme", ont fait perdre l'Asie aux différents pays d'Europe, sans sauver pour cela ce continent du communisme, principal gagnant dans cette lutte. C'est ainsi que l'on sent à Paris augmenter un certain agacement à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, qui font payer leur aide militaire par une ingérence dans les affaires de la France et de son empire. Mais je pense que la Grande-Bretagne a encore bien plus de raisons de s'irriter de cet état de choses, qui évidemment n'est pas de très bon augure pour l'avenir des relations entre les trois pays.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,
l'hommage de mon respect.

Sachis